

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2015/202374]

**23 AVRIL 2015. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015  
exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs**

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,

Vu le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 639/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et modifiant l'annexe X dudit règlement;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241 à D.243 et D.251;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, les articles 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 38, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 40 § 2, 42, alinéa 3, 44, 51, alinéa 1<sup>er</sup>, 52, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 53, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et 56, § 2;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, approuvée le 22 janvier 2015;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 janvier 2015;

Vu l'avis 57.223/4 du Conseil d'Etat, donné le 2 avril 2015 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport du 23 avril 2015 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales,

Arrête :

*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Les modalités de communication des documents*

**Article 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, ci-après l'arrêté du 12 février 2015, les modifications de la demande unique sont réalisées suivant les formes et modalités suivantes :

1<sup>o</sup> soit sous format papier envoyé sous pli recommandé, via fax, ou déposé contre délivrance d'un reçu auprès du service territorial compétent;

2<sup>o</sup> soit sous format électronique via le guichet électronique PAC-on-Web;

3<sup>o</sup> soit via courriel, signé électroniquement ou reprenant la signature scannée, adressé à l'adresse électronique du service territorial compétent.

**Art. 2.** En application de l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, la transmission des documents et, le cas échéant, de leurs pièces justificatives est réalisée selon les modalités suivantes :

1<sup>o</sup> soit sous format papier envoyé sous pli recommandé, via fax ou déposé contre délivrance d'un reçu auprès du service territorial compétent;

2<sup>o</sup> soit sous format électronique via le guichet électronique PAC-on-Web;

3<sup>o</sup> soit via courriel, signé électroniquement ou reprenant la signature scannée, adressé à l'adresse électronique du service territorial compétent.

*CHAPITRE II. — La demande de révision des données de référence et l'attribution des droits au paiement de base*

*Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions communes à toutes les révisions des données de référence*

**Art. 3.** Conformément à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, pour procéder à une révision de ses données de référence, un agriculteur introduit une demande de révision au moyen du formulaire mis à disposition par l'organisme payeur.

La demande se fonde sur au moins un des éléments énumérés à l'article 15, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015.

**Art. 4.** La demande de révision est fondée sur des éléments ayant eu lieu entre le 31 mars 2012 et le 31 mars 2015 inclus.

**Art. 5.** Si un agriculteur a transféré deux fois une même superficie, quelle que soit la ou les méthodes utilisées, l'organisme payeur considère que la superficie a été transférée à l'agriculteur dans le chef duquel le transfert a été réalisé selon les informations contenues dans la demande unique.

**Art. 6.** La qualification qui est donnée par le demandeur ne lie pas l'organisme payeur qui peut requalifier la demande afin de la faire correspondre à la situation réelle.

L'organisme payeur peut solliciter des informations complémentaires s'il estime en avoir besoin pour requalifier la demande.

*Section 2. — Le transfert du droit de recevoir des droits au paiement*

**Art. 7.** Conformément à l'article 24, § 8, du Règlement n° 1307/2013 le cessionnaire indique dans le formulaire visé à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, qu'un transfert du droit de recevoir des droits au paiement a eu lieu en sa faveur.

Le demandeur joint à sa demande le formulaire mis à sa disposition par l'organisme payeur, intitulé « clause contractuelle privée en cas de cession du droit de recevoir des droits » complété et signé par les parties.

*Section 3. — La révision justifiée par une erreur*

**Art. 8.** Lorsque la demande de révision est fondée sur l'existence d'une erreur dans l'établissement des droits, le demandeur indique dans le formulaire visé à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, l'erreur commise.

Pour l'année 2015, l'agriculteur visé à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du 12 février 2015 introduit une demande de révision par le biais du formulaire visé à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, en plus de la demande unique visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, en y joignant les pièces probantes.

*Section 4. — La révision justifiée par un cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Pour les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles concernant un décès, seul le décès d'un agriculteur personne physique, d'un membre du groupement de personnes physiques concerné, ou dans le cas d'une personne morale, du décès de son unique gérant, est pris en considération.

Par dérogation au premier alinéa et à condition que le demandeur ait sollicité la révision en tant que personne physique, ou que le demandeur et le défunt aient été identifiés comme les deux seuls membres du même groupement de personne physique en vertu du titre 4, chapitre 1<sup>er</sup>, du Code wallon de l'Agriculture, le décès du conjoint aidant peut être pris en considération s'il est, au moment du décès, soit :

1° conjoint aidant;

2° présumé être conjoint aidant en vertu de l'article 7bis de l'arrêté royal du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

§ 2. La demande de révision sur base d'un décès est uniquement introduite par l'un des agriculteurs suivants :

1° l'agriculteur qui a repris et reçu l'exploitation par héritage;

2° l'une des autres personnes physiques membre du groupement auquel appartenait le défunt;

3° l'un des gérants ou le nouveau gérant de la personne morale dont le défunt assurait la gestion.

§ 3. Le demandeur indique dans le formulaire visé à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, l'identité de la personne décédée et y joint un certificat de décès.

Dans le cas du décès du conjoint aidant, le demandeur joint également une attestation fournie par la caisse d'assurance justifiant que l'époux ou l'épouse était conjoint aidant.

La demande de révision concorde avec une modification de l'identification des agriculteurs concernés dans le Système intégré de Gestion et de Contrôle, ci-après le SIGeC.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. En cas d'incapacité professionnelle de l'agriculteur, seule l'incapacité de l'agriculteur concerné, d'un membre du groupement de personnes physiques concerné ou du gérant de la personne morale concernée, est prise en considération, à l'exclusion de toute autre personne.

La demande de révision des données de référence sur base de l'incapacité invoquée est introduite uniquement par :

1° l'agriculteur qui a été en incapacité professionnelle s'il agit en tant que personne physique seule;

2° un membre du groupement de personnes physiques qui a été en incapacité professionnelle;

3° un gérant de la personne morale à laquelle il appartient qui a été en incapacité professionnelle.

§ 2. Le demandeur indique dans le formulaire visé à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, son incapacité de travail et y joint soit :

1° une copie de l'attestation d'incapacité de travail reconnue par une mutualité;

2° une attestation d'un médecin spécialiste;

3° les factures d'hospitalisation.

L'attestation d'un médecin généraliste ou tout autre document que ceux visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas pris en compte pour apprécier l'incapacité professionnelle.

**Art. 11.** En cas de catastrophe naturelle, le demandeur indique dans le formulaire visé à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, la catastrophe naturelle qui a touché son exploitation en y joignant une attestation de dégâts aux cultures ou, à défaut, tout autre document probant.

Une calamité agricole ayant fait l'objet d'un arrêté et survenue au niveau de l'étendue géographique concernée par l'exploitation du demandeur est un cas de catastrophe naturelle.

*Section 5. — La révision justifiée par un cas d'héritage, de changement de statut juridique ou de dénomination, de fusion et de scission*

**Art. 12.** Les reprises, totales ou partielles, d'exploitation sont considérées être un héritage ou un héritage anticipé au sens de l'article 34 du Règlement n° 1307/2013.

Par reprise d'exploitation totale, on entend les cas où toutes les unités de production de l'agriculteur cédant sont reprises par un seul agriculteur à une date donnée.

**Art. 13.** Le demandeur indique dans le formulaire visé à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, qu'il est dans un cas de reprise, l'identification des autres parties à la reprise, et y joint :

1° en cas de reprise entre le 1<sup>er</sup> avril 2013 et le 31 mars 2014, entre parents ou alliés au premier, deuxième ou troisième degré ou entre conjoints, une attestation de parenté ou d'alliance;

2° en cas de reprise entre le 1<sup>er</sup> avril 2014 et le 31 mars 2015, entre parents ou alliés au premier, deuxième ou troisième degré ou entre conjoints, une attestation de parenté ou d'alliance et le formulaire intitulé « convention de reprise totale ou partielle », complété et signé par les parties;

3° dans les autres cas, une attestation prouvant la reprise.

Concernant, l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, le demandeur a fait une demande de transfert de droits au paiement unique entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 31 décembre 2014 suite à la reprise d'exploitation.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, les personnes morales ou les groupements de personnes physiques sont considérés être des parents ou alliés au premier, deuxième ou troisième degré, si l'un des membres du groupement ou si l'un des gérants remplit cette condition de parenté ou d'alliance.

Le formulaire intitulé « convention de reprise totale ou partielle » est mis à disposition par l'organisme payeur.

**Art. 14.** En cas de demande de révision pour le motif de changement de statut juridique ou de dénomination, les conditions suivantes sont respectées :

1° le demandeur indique dans le formulaire visé à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, le changement de statut juridique qui est intervenu, l'identification de l'agriculteur qui détenait le contrôle de l'exploitation initiale et l'identification de l'agriculteur qui assume la gestion de la nouvelle exploitation;

2° le changement concorde avec une modification de l'identification du demandeur dans le SIGeC;

3° dans le cas d'une personne morale, le demandeur transmet sur simple demande de l'organisme payeur une copie des statuts de la personne morale ou de toute information jugée nécessaire.

**Art. 15.** En cas de demande de révision pour le motif de fusion d'exploitations, les conditions suivantes sont respectées :

1° l'agriculteur gérant l'exploitation indique dans le formulaire visé à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, qu'une fusion a eu lieu;

2° le changement concorde avec une modification de l'identification de l'agriculteur dans le SIGeC;

3° si la fusion a eu lieu entre le 1<sup>er</sup> avril 2013 et le 31 mars 2014 inclus, les cessionnaires ont fait une demande de transfert de droits au paiement unique entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 31 décembre 2014 suite à la fusion;

4° si la fusion a eu lieu entre le 1<sup>er</sup> avril 2014 et le 31 mars 2015 inclus, le formulaire intitulé la « convention en cas de fusion avec reprise » est remplie et signée par les parties;

5° l'agriculteur transmet sur simple demande de l'organisme payeur une copie des statuts de la personne morale ou de toute information jugée nécessaire;

6° les superficies concernées par la fusion faisaient l'objet, au moins durant la campagne précédant la fusion, des demandes uniques des agriculteurs initiaux.

Le formulaire intitulé « convention en cas de fusion avec reprise » visé au point 4° est mis à disposition par l'organisme payeur.

**Art. 16.** L'agriculteur, gérant l'exploitation initiale ou une nouvelle exploitation issue de la scission, indique dans le formulaire visé à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, qu'une scission a eu lieu.

En cas de demande de révision pour le motif de scission d'exploitation, les conditions suivantes sont respectées :

1° le changement concorde avec une modification de l'identification de l'agriculteur dans le SIGeC;

2° si la scission a eu lieu entre le 1<sup>er</sup> avril 2013 et le 31 mars 2014 inclus, les nouveaux agriculteurs, identifiés dans le SIGeC suite à la scission, ont certifié qu'une demande de transfert de droits au paiement unique a été introduite entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 31 décembre 2014;

3° si la scission a eu lieu entre le 1<sup>er</sup> avril 2014 et le 31 mars 2015 inclus, la convention en cas de scission est remplie et signée par les parties et précise la répartition des superficies de référence suite à la scission;

4° les demandes uniques introduites par les agriculteurs avant et après la scission correspondent à ce qui a été convenu dans la convention de scission;

5° les superficies concernées par la scission étaient déclarées dans la demande unique de l'agriculteur initial durant l'année précédant celle de la scission.

Le formulaire intitulé « convention en cas de scission » est mis à disposition par l'organisme payeur.

#### *Section 6. — La révision justifiée par une clause contractuelle privée*

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. L'agriculteur cessionnaire indique dans le formulaire visé à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, le transfert de terres, et sollicite que le montant de référence calculé pour les surfaces transférées soit pris en considération pour établir la valeur de l'ensemble de ses droits.

L'agriculteur joint à sa demande les documents suivants :

1° le formulaire intitulé « clause contractuelle privée en cas de transfert de terres » complété et signé par les parties;

2° la liste des parcelles transférées et les orthophotoplans reprenant précisément la localisation des parcelles considérées.

Le formulaire intitulé « clause contractuelle privée en cas de transfert de terres » est mis à disposition par l'organisme payeur.

§ 2. En cas de demande de révision pour le motif de clause contractuelle privée en cas de transfert de terres, les conditions suivantes sont respectées :

1° les superficies concernées par la clause contractuelle privée étaient déclarées dans la demande unique de l'agriculteur cédant durant l'une des deux années précédant celle du transfert;

2° dans le cas des demandes de transfert de données de référence, au moyen du formulaire « clause contractuelle privée en cas de transfert de terres », l'agriculteur cédant a introduit une demande de participation au régime de paiement de base accompagnée de la copie du formulaire « clause contractuelle privée en cas de transfert de terres » complété et signé.

**Art. 18.** En application de l'article 21 du Règlement n° 639/2014, en cas de demande de révision pour cause de clause contractuelle privée, en cas de transfert de terres pour cause de prise en location, de cession de bail ou équivalent, les droits au paiement à établir suite à cette demande sont transférés temporairement au cessionnaire des terres et retournent au cédant lorsque le motif invoqué prend fin.

### *CHAPITRE III. — Les hectares admissibles au régime de paiement de base et les surfaces admissibles et non-admissibles au sein de ceux-ci*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Les hectares admissibles au régime de paiement de base*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 38, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, les activités de gymkhana, de vélo tout terrain, de vélo-cross, de karting, de moto-cross, de quad-cross, d'auto-cross ou de stock-cars, de concentration de tracteurs agricoles hors du cadre d'un tractors-pulling, et d'autres matériels agricoles sont autorisées sous les conditions suivantes :

1° les activités ont lieu seulement une fois par an;

2° les activités sont limitées à quatre jours au maximum par an;

3° les activités ne modifient pas de manière définitive le relief du sol, sauf si l'activité a obtenu au préalable un permis d'urbanisme;

4° l'évacuation par le responsable ou le demandeur de toute installation mobile de la manifestation et l'élimination de tous les déchets sont réalisées dans un laps de temps de huit jours après l'activité;

5° l'organisateur dispose de l'équipement anti-pollution approprié, lui permettant de récupérer les hydrocarbures accidentellement épanchés. L'organisateur prend les dispositions utiles afin d'éviter toute pollution de la nappe phréatique.

Dans la situation où la parcelle agricole qui fait l'objet de l'autorisation se trouve dans une zone de prévention rapprochée ou dans une zone de prévention éloignée visée à l'article R.156 du Code réglementaire de l'Eau, le ravitaillement en carburants et en huile des engins motorisés, ainsi que leur réglage et leur entretien, s'effectuent sur une aire étanche aménagée à cet effet.

§ 2. En application de l'article 38, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, les demandes d'autorisation pour les activités visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont à adresser au service territorial compétent pour gérer la demande du demandeur au plus tard trente jours ouvrables avant la date prévue pour l'activité non agricole à l'aide du formulaire défini par ce Département. Le service territorial compétent statue sur la demande d'autorisation de réaliser l'activité non agricole sur les surfaces agricoles concernées en fonction des critères énoncés au paragraphe 1<sup>er</sup>.

**Art. 20.** En application de l'article 38, § 4, du même arrêté, les activités qui ont un faible impact sur l'activité agricole et qui font l'objet d'une notification préalable auprès du service territorial compétent sont :

1° la promenade organisée, le passage de promeneurs à cheval ou à vélo, l'agro-golf ou similaire;

2° l'organisation durant au maximum une semaine de :

a. fancy-fair, de brocantes, de fêtes familiale ou à la ferme;

b. foires agricoles, de manifestations agricoles;

c. manifestations culturelles, artistiques, folkloriques ou musicales;

d. tournois sportifs, de jogging et autres courses à pieds, courses d'obstacles, courses de chiens;

e. animations et spectacles promenades;

f. commémorations ou reconstitutions historiques;

g. rencontres socioculturelles;

3° la pratique pour autant que leur fréquence n'excède pas un week-end par mois :

a. du tir;

b. de l'aéromodélisme;

c. du vol avec des ultras légers motorisés, des parapentes et des para-moteurs;

d. du golf;

e. de l'équitation, de la conduite des attelages, des concours hippiques;

4° l'installation d'un chapiteau ou de zone de parking, d'un cirque, de stands et kiosques durant quinze jours au maximum;

5° l'installation d'un camp de mouvement de jeunesse ou similaire durant un mois et demi au maximum.

#### *Section 2. — La détermination des surfaces admissibles et non admissibles au sein des hectares admissibles*

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 40, § 2, alinéas 1<sup>er</sup>, 2°, et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, les surfaces occupées par les éléments suivants au sein de la parcelle agricole sont considérées comme des surfaces non admissibles :

1° les bâtiments et infrastructures agricoles de plus de 100 m<sup>2</sup> de superficie;

2° les chemins au sens de l'article 34 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de la conditionnalité en matière agricole;

3° les pierriers de plus de 100 m<sup>2</sup> de superficie;

4° les dépôts de produits agricoles de plus de 100 m<sup>2</sup> de superficie sur des installations en dur;

5° les dépôts de produits divers de plus de 100 m<sup>2</sup> de superficie pour autant qu'ils aient un impact sur l'activité agricole.

§ 2. En application de l'article 40, § 2, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, les dépôts visés à l'article 40, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, du même arrêté concernent l'entreposage, durant une période de plus d'un an, de produits non agricoles qui ne permettent pas l'exploitation agricole de la surface concernée tel que l'entreposage de matériel agricole, de bois, de déchets de construction et de terrassement, de déchets divers, de pneus, de bâches.

**Art. 22.** En application de l'article 42, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, les coefficients de réduction sont fixés comme suit :

1° zéro à dix pour cent de couverture non admissible : cent pour cent de la surface admissible;

2° dix à cinquante pour cent de couverture non admissible : septante pour cent de la surface admissible;

3° plus de cinquante pour cent de couverture non admissible : surface non admissible.

### *CHAPITRE IV. — Le paiement vert*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — La diversification des cultures*

**Art. 23.** En application de l'article 44 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, la variété inscrite dans les catalogues officiels détermine si la culture est hivernale ou de printemps.

Les catalogues officiels sont :

1° le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles établi en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, de la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles;

2° le catalogue commun des variétés des espèces de légumes établi en vertu de l'article 3, § 3, de la Directive 2002/55/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de légumes.

#### *Section 2. — Les surfaces d'intérêt écologique*

**Art. 24.** En application de l'article 51, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, les essences pouvant être utilisées pour les taillis à courte rotation visée à l'article 45, § 8, du Règlement n° 639/2014, sont les suivantes :

1° *Alnus glutinosa*;

- 2° *Betula pendula*;
- 3° *Carpinus betulus*;
- 4° *Acer campestre*;
- 5° *Acer platanoïdes*;
- 6° *Acer pseudoplatanus*;
- 7° *Prunus avium*;
- 8° *Corylus avellana*;
- 9° *Populus sp.*;
- 10° *Quercus rubra*;
- 11° *Salix sp.*;
- 12° *Sorbus sp.*;
- 13° *Tilia platyphyllos*;
- 14° *Tilia cordata*.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 52, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, les espèces composant les mélanges pour les cultures dérobées visées à l'article 45, § 9, alinéa 1<sup>er</sup>, du Règlement n° 639/2014 figurent en annexe.

Le couvert de la culture dérobée est composé d'un mélange d'au moins deux espèces, appartenant à deux catégories différentes de cette liste.

La période d'ensemencement de la culture dérobée visée à l'article 45, § 9, alinéa 1<sup>er</sup>, du Règlement n° 639/2014 a lieu entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 1<sup>er</sup> octobre.

En cas de sous-semis d'herbe dans la culture principale, ce sous-semis peut être réalisé à partir du 1<sup>er</sup> juin.

§ 2. En application de l'article 52, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, les conditions supplémentaires sont les suivantes :

- 1° la destruction de la culture dérobée est autorisée uniquement par voie mécanique ou est due au gel;
- 2° la culture dérobée est conservée pendant au moins trois mois après son installation;
- 3° l'utilisation d'engrais minéraux et de pesticides est interdite entre la date d'implantation et la date de destruction de la culture dérobée;
- 4° les semences enrobées et traitées avec des produits phytosanitaires sont interdites;
- 5° la coupe en cours de végétation est autorisée uniquement pour un mélange entre un ray grass anglais- *Lolium perenne* - ou un ray grass italien - *Lolium multiflorum* - et une légumineuse.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 53, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, les cultures fixant l'azote sont les suivantes :

- 1° *Lupinus spp*;
- 2° *Vicia faba*;
- 3° *Pisum spp*;
- 4° *Medicago sativa*;
- 5° *Glycine max*.

La période de végétation débute au plus tard le 15 mai, se termine au plus tôt le 15 juillet et a lieu pendant 4 mois après le semis.

§ 2. En application de l'article 53, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, les conditions supplémentaires sont les suivantes :

- 1° les engrais minéraux ne sont pas utilisés sur ces cultures;
- 2° les semences enrobées de tout pesticide ne sont pas utilisées, à l'exception des semences enrobées de fongicides homologués en Belgique;
- 3° les herbicides sont autorisés pour l'implantation de la culture;
- 4° l'application de pesticides autorisés durant la période de floraison peut avoir lieu uniquement durant la nuit;
- 5° les insecticides sont autorisés dans les cultures de pois, lupins et féveroles si deux mesures, transposant les principes 2 et 3 de l'annexe III de la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatibles avec le développement durable, sont mises en place;
- 6° les fongicides homologués en Belgique sont autorisés sur les cultures de pois, lupins, féveroles et soja;
- 7° aucun pesticide n'est appliqué sur les cultures de luzerne et une zone refuge non récoltée d'au moins dix pour cent de la superficie totale est respectée sur ces parcelles.

#### CHAPITRE V. — *Le paiement redistributif*

**Art. 28.** En application de l'article 56, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, le paiement redistributif peut être demandé pour plus de trente hectares par les groupements de personnes physiques et les sociétés agricoles.

Le plafond de trente hectares déterminé par l'article 56, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 s'applique individuellement aux titulaires des groupements de personnes physiques et aux gérants des sociétés agricoles, qui :

- 1° déclarent l'activité agricole de l'exploitation suivant le régime de l'impôt des personnes physiques;
- 2° ont contribué au renforcement de l'exploitation agricole pendant une année civile complète.

Ce plafond de trente hectares est appliqué individuellement pour les personnes physiques éligibles aux conditions visées ci-dessus, sur la part de superficie individuelle établie selon la répartition des revenus de l'exploitation pour l'année fiscale la plus récente pour laquelle le titulaire ou le gérant dispose d'éléments de preuve ou selon la répartition des apports telle qu'indiquée dans l'acte constitutif de la personne morale ou du groupement.

L'acte constitutif est un acte notarié ou publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 avril 2015.

## Annexe

**Catégories d'espèces visées à l'article 45, § 9, alinéa 1<sup>er</sup>, du Règlement n° 639/2014**

Catégorie A : graminées, dont céréales :

- 1° *Avena sativa*;
- 2° *Avena strigosa*;
- 3° *Triticum aestivum*;
- 4° *Lolium perenne*;
- 5° *Lolium multiflorum*;
- 6° *Secale cereal*;
- 7° *Triticosecale*.

Catégorie B : légumineuses :

- 1° *Vicia faba*;
- 2° *Lathyrus sativus*;
- 3° *Pisum sativum*;
- 4° *Trifolium alexandrinum*;
- 5° *Trifolium repens*;
- 6° *Trifolium incarnatum*;
- 7° *Trifolium resupinatum*;
- 8° *Trifolium pratense*;
- 9° *Vicia sativa*.

Catégorie C : crucifères :

- 1° *Sinapis alba*;
- 2° *Raphanus sativus*.

Catégorie D : autres familles :

- 1° *Camelina sativa*;
- 2° *Linum usitatissimum*;
- 3° *Guizotia abyssinica*;
- 4° *Phacélie* - *Phacelia tanacetifolia*;
- 5° *Fagopyrum esculentum*.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 avril 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs.

Namur, le 23 avril 2015.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,  
R. COLLIN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/202374]

**23. APRIL 2015 — Ministerialerlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte**

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 639/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Änderung des Anhangs X der genannten Verordnung;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.241 bis D.243 und D.251;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, Artikel 4 § 1 Absatz 1, Artikel 5 Absatz 1, Artikel 38 § 1 und § 2, Artikel 40 § 2, Artikel 42 Absatz 3, Artikel 44, Artikel 51 Absatz 1, Artikel 52 Absätze 1 und 2, Artikel 53 Absätze 1 und 2, und Artikel 56 § 2;

Aufgrund der am 22. Januar 2015 genehmigten Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 26. Januar 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 2. April 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 57.223/4 des Staatsrats;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 23. April 2015,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Modalitäten für die Übermittlung der Dokumente

**Artikel 1** - In Anwendung von Artikel 4 § 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, nachstehend als "Erlass vom 12. Februar 2015" bezeichnet, werden Änderungen des Sammelantrags nach den folgenden Formvorschriften und Modalitäten vorgenommen:

1° entweder in Papierform mit Versand per Einschreiben oder per Fax, oder durch Hinterlegung gegen Empfangsbestätigung bei der örtlich zuständigen Dienststelle;

2° oder in elektronischer Form über den elektronischen Schalter PAC-on-Web;

3° oder per an die elektronische Adresse der örtlich zuständigen Dienststelle gerichtete E-Mail mit einer elektronischen Unterschrift oder mit der gescannten Unterschrift.

**Art. 2** - In Anwendung von Artikel 5 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 erfolgt die Übermittlung der Dokumente und ggf. der entsprechenden Belege nach folgenden Modalitäten:

1° entweder in Papierform mit Versand per Einschreiben oder per Fax, oder durch Hinterlegung gegen Empfangsbestätigung bei der örtlich zuständigen Dienststelle;

2° oder in elektronischer Form über den elektronischen Schalter PAC-on-Web;

3° oder per an die elektronische Adresse der örtlich zuständigen Dienststelle gerichtete E-Mail mit einer elektronischen Unterschrift oder mit der gescannten Unterschrift.

#### KAPITEL II — Der Antrag auf Revision der Referenzangaben und die Zuweisung von Ansprüchen auf die Zahlung der Basisprämie

##### Abschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen für alle Revisionen der Referenzangaben

**Art. 3** - Um eine Revision seiner Referenzangaben vorzunehmen, reicht der Landwirt gemäß Artikel 15 § 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 einen Revisionsantrag anhand des ihm von der Zahlstelle zur Verfügung gestellten Formulars ein.

Der Antrag stützt sich auf mindestens einen der in Artikel 15 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 aufgelisteten Gründe.

**Art. 4** - Der Revisionsantrag stützt sich auf Gründe, die sich zwischen dem 31. März 2012 und dem 31. März 2015 einschließlich ereignet haben.

**Art. 5** - Wenn ein Landwirt unabhängig von der oder den benutzten Methoden zweimal ein und dieselbe Fläche übertragen hat, geht die Zahlstelle davon aus, dass die Fläche demjenigen Landwirt übertragen wurde, zu dessen Gunsten die Übertragung nach den im Sammelantrag angegebenen Informationen erfolgt ist.

**Art. 6** - Die vom Antragsteller mitgeteilte Qualifikation ist für die Zahlstelle nicht bindend; Letztere kann dem Antrag eine neue Qualifikation geben, damit dieser der tatsächlichen Lage entspricht.

Die Zahlstelle kann die Mitteilung zusätzlicher Auskünfte verlangen, wenn sie der Ansicht ist, dass sie solche benötigt, um dem Antrag eine neue Qualifikation zu geben.

##### Abschnitt 2 — Die Übertragung des Rechts zum Erhalt von Zahlungsansprüchen

**Art. 7** - In Übereinstimmung mit Artikel 24 § 8 der Verordnung Nr. 1307/2013 gibt der Übernehmer in dem in Artikel 3 Absatz 1 genannten Formular an, dass eine Übertragung des Rechts zum Erhalt von Zahlungsansprüchen zu seinen Gunsten erfolgt ist.

Seinem Antrag fügt der Antragsteller das von der Zahlstelle zur Verfügung gestellte, und von den Parteien ausgefüllte und unterzeichnete Formular "private Vertragsklausel im Falle der Übertragung des Rechts zum Erhalt von Zahlungsansprüchen" bei.

##### Abschnitt 3 — Die durch einen Irrtum gerechtfertigte Revision

**Art. 8** - Wenn der Revisionsantrag auf dem Bestehen eines Irrtums bei der Bestimmung der Ansprüche beruht, gibt der Antragsteller diesen Irrtum in dem in Artikel 3 Absatz 1 genannten Formular an.

Für das Jahr 2015 reicht der in Artikel 15 § 1 des Erlasses vom 12. Februar 2015 genannte Landwirt einen Revisionsantrag anhand des in Artikel 1 Absatz 1 genannten Formulars ein, zusätzlich zum in Artikel 2 § 1 des Erlasses der Wallonischen Region vom 12. Februar 2015 genannten Sammelantrag, und fügt die diesbezüglichen Belege bei.

##### Abschnitt 4 — Die durch höhere Gewalt oder außergewöhnliche Umstände gerechtfertigte Revision

**Art. 9** - § 1. Was die Fälle höherer Gewalt oder die außergewöhnlichen Umstände betrifft, die einen Todesfall betreffen, wird nur der Tod eines Landwirts als natürliche Person, eines Mitglieds der betroffenen Vereinigung von natürlichen Personen oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, der Tod ihres einzigen Geschäftsführers in Betracht gezogen.

Abweichend von Absatz 1 und unter der Bedingung, dass der Antragsteller die Revision als natürliche Person beantragt hat, oder dass der Antragsteller und der Verstorbene kraft Titel 4, Kapitel 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft als die einzigen beiden Mitglieder derselben Vereinigung von natürlichen Personen identifiziert worden sind, kann der Tod des mithelfenden Ehepartners in Betracht gezogen werden, wenn dieser zum Zeitpunkt seines Ablebens entweder

1° mithelfender Ehepartner ist,

2° im Sinne von Artikel 7bis § 1 des Königlichen Erlasses Nr. 38 vom 27. Juli 1967 zur Einführung des Sozialstatuts der Selbständigen als mithelfender Ehepartner gilt.

§ 2. Der Antrag auf Revision wegen eines Todesfalls wird nur von einem der folgenden Landwirte eingereicht:

1° dem Landwirt, der den Betrieb übernommen und geerbt hat;

2° einer der anderen natürlichen Personen, die Mitglied der Vereinigung ist, dem der Verstorbene angehörte;

3° einem der Geschäftsführer oder dem neuen Geschäftsführer der juristischen Person, die von dem Verstorbenen geführt wurde.

§ 3. In dem in Artikel 3 Absatz 1 genannten Formular gibt der Antragsteller die Identität der verstorbenen Person an, und fügt eine Sterbeurkunde bei.

Im Falle des Ablebens des mithelfenden Ehepartners fügt der Antragsteller ebenfalls eine Bescheinigung der Versicherungskasse bei, durch die belegt wird, dass der Ehepartner mithelfender Ehepartner war.

Der Revisionsantrag stimmt mit einer Änderung der Identifizierung der betreffenden Landwirte im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem - nachstehend "InVeKoS" genannt - überein.

**Art. 10 - § 1.** Im Falle der Berufsunfähigkeit des Landwirts kann nur die Unfähigkeit des betroffenen Landwirts, eines Mitglieds der betreffenden Vereinigung von natürlichen Personen oder des Geschäftsführers der betreffenden juristischen Person in Betracht gezogen werden, unter Ausschluss jeder sonstigen Person.

Der Antrag auf Revision der Referenzangaben auf der Grundlage der angeführten Berufsunfähigkeit kann nur von folgenden Personen eingereicht werden:

- 1° dem Landwirt, der berufsunfähig war, wenn er als alleinige natürliche Person handelt;
- 2° einem Mitglied der betreffenden Vereinigung natürlicher Personen, der berufsunfähig war;
- 3° einem Geschäftsführer der betreffenden juristischen Person, der berufsunfähig war.

§ 2. In dem in Artikel 3 Absatz 1 genannten Formular gibt der Antragsteller seine Arbeitsunfähigkeit an, und fügt eines der folgenden Dokumente bei:

- 1° eine Kopie der Bescheinigung der von einer Krankenkasse anerkannten Berufsunfähigkeit;
- 2° eine Bescheinigung eines Facharztes;
- 3° die Krankenhausrechnungen.

Die Bescheinigung eines Allgemeinmediziners oder jedes andere, nicht in Absatz 1 genannte Dokument werden für die Beurteilung der Berufsunfähigkeit nicht in Betracht gezogen.

**Art. 11 -** Im Falle einer Naturkatastrophe gibt der Antragsteller in dem in Artikel 3 Absatz 1 genannten Formular an, welche Katastrophe seinen Betrieb getroffen hat, und fügt eine Bescheinigung über die Schäden an den Kulturen, oder in Ermangelung dieser Bescheinigung jede sonstige Unterlage, die die Schäden belegt, bei.

Eine landwirtschaftliche Naturkatastrophe, die Gegenstand eines Erlasses gewesen ist, und sich auf der Ebene des geographischen Gebiets, in dem sich der Betrieb des Antragstellers befindet, ereignet hat, gilt als Naturkatastrophe.

*Abschnitt 5 — Die durch eine Vererbung, eine Änderung des Rechtsstatus oder der Bezeichnung, eine Fusion oder eine Aufteilung gerechtfertigte Revision*

**Art. 12 -** Die Übernahmen eines gesamten Betriebs oder eines Teils davon gelten als Vererbung oder vorweggenommene Erbfolge im Sinne von Artikel 34 der Verordnung Nr. 1307/2013.

Als Übernahme eines gesamten Betriebs gelten die Fälle, in denen alle Produktionseinheiten des überlassenden Landwirts zu einem bestimmten Datum von einem einzigen Landwirt übernommen werden.

**Art. 13 -** In dem in Artikel 3 Absatz 1 genannten Formular verzeichnet der Antragsteller, dass es sich um einen Übernahmefall handelt, wobei er die anderen bei der Übernahme betroffenen Parteien angibt, und folgende Dokumente beifügt:

1° im Falle einer zwischen dem 1. April 2013 und dem 31. März 2014 stattgefundenen Übernahme zwischen verwandten oder verschwägerten Personen im ersten, zweiten oder dritten Grad sowie zwischen Ehepartnern: eine Bescheinigung über die Verwandtschaft oder die Verschwägerung;

2° im Falle einer zwischen dem 1. April 2014 und dem 31. März 2015 stattgefundenen Übernahme zwischen verwandten oder verschwägerten Personen im ersten, zweiten oder dritten Grad sowie zwischen Ehepartnern: eine Bescheinigung über die Verwandtschaft oder die Verschwägerung und das von den Parteien ausgefüllte und unterzeichnete Formular "Vereinbarung über die gesamte oder teilweise Übernahme";

3° in den anderen Fällen: eine Bescheinigung, die die Übernahme belegt.

Hinsichtlich des Absatzes 1 Ziffer 1 hat der Antragsteller anschließend an die Betriebsübernahme zwischen dem 1. Januar 2014 und dem 31. Dezember 2014 einen Antrag auf Übertragung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie eingereicht.

Hinsichtlich des Absatzes 1 Ziffern 1 und 2 gelten die juristischen Personen oder die Vereinigungen natürlicher Personen als verwandte oder verschwägte Personen im ersten, zweiten oder dritten Grad wenn ein Mitglied der Vereinigung oder einer der Geschäftsführer diese Bedingung der Verwandtschaft oder der Verschwägerung erfüllt.

Das Formular "Vereinbarung über die gesamte oder teilweise Übernahme" wird von der Zahlstelle zur Verfügung gestellt.

**Art. 14 -** Im Falle eines Revisionsantrags auf der Grundlage der Änderung des Rechtsstatus oder der Bezeichnung werden folgende Bedingungen eingehalten:

1° in dem in Artikel 3 Absatz 1 genannten Formular gibt der Antragsteller die erfolgte Änderung des Rechtsstatus an sowie die Identifizierung des Landwirts, der die Kontrolle über den ursprünglichen Betrieb hatte und die Identifizierung des Landwirts, der für die Geschäftsführung des neuen Betriebs verantwortlich ist;

2° die Änderung stimmt mit einer Änderung der Identifizierung des Antragstellers im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem "InVeKoS" überein;

3° im Falle einer juristischen Person übermittelt der Antragsteller auf einfache Anfrage der Zahlstelle eine Kopie der Satzungen der juristischen Person sowie aller als erforderlich erachteten Auskünfte.

**Art. 15 -** Im Falle eines Revisionsantrags auf der Grundlage einer Fusion zwischen Betrieben sind folgende Bedingungen zu erfüllen:

1° der Landwirt, der den Betrieb führt, gibt in dem in Artikel 3 Absatz 1 genannten Formular an, dass eine Fusion stattgefunden hat;

2° die Änderung stimmt mit einer Änderung der Identifizierung des Landwirts im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem "InVeKoS" überein;

3° wenn die Fusion zwischen dem 1. April 2013 und dem 31. März 2014 einschließlich stattgefunden hat, haben die Übernehmer im Anschluss an die Fusion zwischen dem 1. Januar 2014 und dem 31. Dezember 2014 einen Antrag auf Übertragung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie eingereicht;

4° wenn die Fusion zwischen dem 1. April 2014 und dem 31. März 2015 einschließlich stattgefunden hat, wird das Formular "Vereinbarung bei Fusion mit Übernahme" von den Parteien ausgefüllt und unterzeichnet;



5° auf einfache Anfrage seitens der Zahlstelle übermittelt der Landwirt eine Kopie der Satzungen der juristischen Person sowie aller als erforderlich erachteten Auskünfte;

6° die von der Fusion betroffenen Flächen waren wenigstens während des Wirtschaftsjahres vor der Fusion Gegenstand des Sammelantrags der ursprünglichen Landwirte.

Das unter Ziffer 4 genannte Formular "Vereinbarung bei Fusion mit Übernahme" wird von der Zahlstelle zur Verfügung gestellt.

**Art. 16** - Der Landwirt, der den ursprünglichen Betrieb oder einen neuen aus der Aufteilung hervorgegangenen Betrieb führt, gibt in dem in Artikel 3 Absatz 1 genannten Formular an, dass eine Aufteilung stattgefunden hat.

Im Falle eines Revisionsantrags auf der Grundlage einer Betriebsaufteilung sind folgende Bedingungen zu erfüllen:

1° die Änderung stimmt mit einer Änderung der Identifizierung des Landwirts im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem überein;

2° wenn die Aufteilung zwischen dem 1. April 2013 und dem 31. März 2014 einschließlich stattgefunden hat, haben die in dem InVeKoS im Anschluss an die Aufteilung identifizierten neuen Landwirte bescheinigt, dass ein Antrag auf Übertragung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie zwischen dem 1. Januar 2014 und dem 31. Dezember 2014 eingereicht wurde;

3° wenn die Aufteilung zwischen dem 1. April 2014 und dem 31. März 2015 einschließlich stattgefunden hat, wird die "Vereinbarung bei Aufteilung", in der die Verteilung der Referenzflächen im Anschluss an die Aufteilung angegeben wird, von den Parteien ausgefüllt und unterzeichnet;

4° die von den Landwirten vor und nach der Aufteilung eingereichten Sammelanträge entsprechen dem, was in der Vereinbarung bei Aufteilung vereinbart worden war;

5° die von der Aufteilung betroffenen Flächen waren in dem Sammelantrag des ursprünglichen Landwirts während des Jahres vor demjenigen der Aufteilung angegeben.

Das Formular "Vereinbarung bei Aufteilung" wird von der Zahlstelle zur Verfügung gestellt.

#### *Abschnitt 6 — Die durch eine private Vertragsklausel gerechtfertigte Revision*

**Art. 17** - § 1. Der übernehmende Landwirt gibt die Übertragung von Ländereien in dem in Artikel 3 Absatz 1 genannten Formular an, und beantragt, dass der für die übertragenen Flächen berechnete Referenzbetrag zur Bestimmung des Wertes seiner gesamten Ansprüche in Betracht gezogen wird.

Seinem Antrag fügt der Landwirt die folgenden Dokumente bei:

1° das von den Parteien ausgefüllte und unterzeichnete Formular "private Vertragsklausel bei der Übertragung von Ländereien";

2° die Liste der übertragenen Parzellen und die entsprechenden Orthofotopläne, auf denen die Lokalisierung der entsprechenden Parzellen genau eingezeichnet ist.

Das Formular "private Vertragsklausel bei der Übertragung von Ländereien" wird von der Zahlstelle zur Verfügung gestellt.

§ 2. Im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer privaten Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien müssen folgende Bedingungen erfüllt sein:

1° die von der privaten Vertragsklausel betroffenen Flächen wurden im Laufe eines der beiden Jahre vor demjenigen der Übertragung in dem Sammelantrag des überlassenden Landwirts angegeben;

2° im Falle der Anträge auf Übertragung von Referenzangaben anhand des Formulars "private Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien" hat der überlassende Landwirt einen Antrag auf Teilnahme an der Basisprämienregelung eingereicht. Diesem Antrag wurde eine Kopie des ausgefüllten und unterzeichneten Formulars "private Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien" beigelegt.

**Art. 18** - In Anwendung von Artikel 21 der Verordnung Nr. 639/2014 und im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer privaten Vertragsklausel, im Falle der Übertragung von Ländereien wegen der Aufnahme einer Pacht, der Übertragung des Pachtvertrags oder einer gleichwertigen Situation werden die im Anschluss an diesen Antrag zu bestimmenden Zahlungsansprüche vorläufig dem Übernehmer der Ländereien zugewiesen, und dem Überlasser erst dann wieder zugewiesen, wenn der angeführte Grund wegfällt.

### *KAPITEL III — Im Rahmen der Basisprämienregelung beihilfefähige Hektarflächen und innerhalb Letzterer beihilfefähige und nicht beihilfefähige Flächen*

#### *Abschnitt 1 — Die im Rahmen der Basisprämienregelung beihilfefähigen Hektarflächen*

**Art. 19** - § 1. In Anwendung von Artikel 38 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 werden Gymkhana-, Mountainbike-, Fahrradcross-, Karting-, Motocross-, Quadcross-, Autocross- oder Stockcar-Tätigkeiten, Konzentrationen von Traktoren außerhalb einer Tractorpullingveranstaltung, und von sonstigen landwirtschaftlichen Maschinen unter Einhaltung folgender Bedingungen genehmigt:

1° die Aktivitäten finden nur einmal im Jahr statt;

2° die Aktivitäten sind auf höchstens vier Tage im Jahr beschränkt;

3° die Aktivitäten verursachen keine endgültige Änderung des Bodenreliefs, außer wenn dafür vorab eine Städtebaugenehmigung erteilt wurde;

4° nach dem Ende der Aktivität entfernt die für die Aktivitäten verantwortliche Person oder der Antragsteller alle mobilen Einrichtungen und alle Abfälle innerhalb einer Frist von acht Tagen.

5° der Veranstalter verfügt über eine geeignete Ausrüstung zur Bekämpfung der Verschmutzung, anhand deren unbeabsichtigt freigesetzter Kohlenwasserstoff aufgenommen werden kann. Der Veranstalter trifft alle zweckdienlichen Maßnahmen, um eine Verschmutzung der Grundwasserleitschicht zu vermeiden.

Falls sich die landwirtschaftliche Parzelle, für die die Genehmigung erteilt wurde, in einer in Artikel R.156 des verordnungsmäßigen Wassergesetzbuches erwähnten nahen oder entfernten Präventivzone befindet, müssen die Motorfahrzeuge auf einer zu diesem Zweck eingerichteten dichten Fläche mit Brennstoff und Öl versorgt werden, auf der ebenfalls die Regel- und Wartungsvorgänge stattfinden.

§ 2. In Anwendung von Artikel 38 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 sind die Genehmigungsanträge für die in Paragraph 1 erwähnten Aktivitäten spätestens dreißig Werktagen vor dem für die nichtlandwirtschaftliche Tätigkeit vorgesehenen Datum an die für die Bearbeitung des Antrags des Antragstellers

zuständige territoriale Dienststelle anhand des von dieser Abteilung festgelegten Formulars zu richten. Die zuständige territoriale Dienststelle befindet über den Genehmigungsantrag für die Durchführung der nicht landwirtschaftlichen Tätigkeit auf den betreffenden Agrarflächen unter Berücksichtigung der in Paragraph 1 angegebenen Kriterien.

**Art. 20.** In Anwendung von Artikel 38 § 4 desselben Erlasses sind die Aktivitäten, die geringe Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Tätigkeit haben und Gegenstand einer vorherigen Anmeldung bei der zuständigen territorialen Dienststelle sind, die Folgenden:

1° Organisierte Wanderungen, das Durchqueren von Reitern oder die Durchfahrt von Fahrradfahrern, Agrogolf oder ähnliche;

2° Die Veranstaltung während einer Dauer von höchstens einer Woche von:

- a. Schulfesten, Trödelmärkten, Familienfesten oder Festen auf dem Bauernhof;
- b. Landwirtschaftlichen Messen bzw. Veranstaltungen;
- c. Kultur-, Kunst-, Folklore- oder Musikveranstaltungen;
- d. Sportturnieren, Joggings und sonstigen Laufveranstaltungen, Hindernisrennen, Hunderennen;
- e. Animationen und Wanderspektakeln;
- f. historischen Gedenkfeiern oder Aufführungen;
- g. soziokulturellen Treffen;

3° die Ausübung, sofern nicht häufiger als ein Wochenende pro Monat, von den folgenden Sportaktivitäten:

- a. Schießveranstaltungen;
- b. Modellfliegen;
- c. Fliegen mit Ultraleichtflugzeugen, Gleitschirmen und Motorschirmen;
- d. Golf;
- e. Reiten, Fahren von Gespannen, Reitturnieren;

4° das Aufstellen eines Festzelts oder der Aufbau einer Parkfläche, eines Zirkuszeltes, von Ständen und Kiosken während höchstens 15 Tagen;

5° das Errichten eines Jugendcamps oder eines ähnlichen Lagers während höchstens anderthalb Monaten.

*Abschnitt 2 — Die Abgrenzung der beihilfefähigen und nicht beihilfefähigen Flächen innerhalb der beihilfefähigen Hektarflächen*

**Art. 21.** § 1. In Anwendung von Artikel 40 § 2 Absatz 1, 2° und 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015, gelten als nicht beihilfefähige Flächen die innerhalb der landwirtschaftlichen Fläche für die folgenden Elemente benutzten Flächen:

1° landwirtschaftliche Gebäude und Infrastrukturen mit einer Fläche von mehr als 100 m<sup>2</sup>;

2° Wege im Sinne von Artikel 34 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich;

3° Geröllhalden mit einer Fläche von mehr als 100 m<sup>2</sup>;

4° Lagerstätten für landwirtschaftliche Erzeugnisse auf festen Werkstoffen mit einer Fläche von mehr als 100 m<sup>2</sup>;

5° Lagerstätten für sonstige Erzeugnisse mit einer Fläche von mehr als 100 m<sup>2</sup>, insofern sie sich auf die landwirtschaftliche Tätigkeit auswirken;

§ 2. In Anwendung von Artikel 40 § 2 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015, betreffen die Lagerstätten im Sinne von Artikel 40 § 2 Absatz 1 5° dieses Erlasses die Lagerung, während einer Periode von mehr als einem Jahr, von nicht landwirtschaftlichen Erzeugnissen, die die landwirtschaftliche Nutzung der betreffenden Fläche nicht erlauben, wie z.B. die Lagerung von Landmaschinen, Holz, Bauabfällen und Aushubmaterial, sonstigen Abfällen, Reifen, Planen.

**Art. 22.** In Anwendung von Artikel 42 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 werden die Verringerungskoeffizienten wie folgt festgelegt:

1° null bis zehn Prozent nicht zulässige Bodenbedeckung: hundert Prozent der beihilfefähigen Fläche;

2° zehn bis fünfzig Prozent nicht zulässige Bodenbedeckung: siebenzig Prozent der beihilfefähigen Fläche;

3° mehr als fünfzig Prozent nicht zulässige Bodenbedeckung: nicht beihilfefähige Fläche.

*KAPITEL IV — Die Vergrünungszahlung ("Ökologisierungszahlung")*

*Abschnitt 1 — Anbaudiversifizierung*

**Art. 23.** In Anwendung von Artikel 44 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 bestimmt die in den offiziellen Katalogen eingetragene Art, ob der Anbau im Winter oder im Frühling stattfindet.

Die offiziellen Kataloge sind:

1° der gemeinsame Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten aufgrund von Artikel 1 § 2 der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten;

2° der gemeinsame Sortenkatalog für Gemüsearten aufgrund Artikel 3 § 3 der Richtlinie 2002/55/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Gemüsesaatgut.

*Abschnitt 2 — Im Umweltinteresse genutzte Flächen*

**Art. 24.** In Anwendung von Artikel 51 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015, sind die Arten, die für die Niederwälder mit Kurzumtrieb nach Artikel 45 § 8 der Verordnung Nr. 639/2014 verwendet werden können, die Folgenden:

1° *Alnus glutinosa*;

2° *Betula pendula*;

3° *Carpinus betulus*;

4° *Acer campestre*;

5° *Acer platanoides*;

6° *Acer pseudoplatanus*;

7° *Prunus avium*;

8° *Corylus avellana*;

- 9° *Populus* sp.;
- 10° *Quercus rubra*;
- 11° *Salix* sp.;
- 12° *Sorbus* sp.;
- 13° *Tilia platyphyllos*;
- 14° *Tilia cordata*.

**Art. 25.** § 1. In Anwendung von Artikel 52 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 werden die Arten der Pflanzenmischungen für den Zwischenfruchtanbau nach Artikel 45 § 9, Absatz 1 der Verordnung Nr. 639/2014 in dem Anhang aufgeführt.

Die Decke der Zwischenfrucht besteht aus einer Mischung von mindestens zwei Pflanzenarten, die zu zwei verschiedenen Kategorien dieser Liste gehören.

Die Aussaat der in Artikel 45 § 9, Absatz 1 der Verordnung Nr. 639/2014 erwähnten Zwischenfrucht erfolgt zwischen dem 1. Juli und dem 1. Oktober.

Bei Grasuntersaat in der Hauptkultur kann diese Untersaat ab dem 1. Juni erfolgen.

§ 2. In Anwendung von Artikel 52 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 gelten die folgenden zusätzlichen Bedingungen:

- 1° die Zerstörung der Zwischenfrucht darf nur auf mechanischem Weg oder durch Frost erfolgen;
- 2° die Zwischenfrucht wird mindestens drei Monate nach ihrer Aussaat erhalten;
- 3° die Verwendung von mineralischen Düngern und Pestiziden ist zwischen dem Datum der Aussaat und dem Datum der Zerstörung der Zwischenfrucht untersagt;
- 4° umhüllte und mit Pflanzenschutzmitteln behandelte Samen sind untersagt;
- 5° das Schneiden in der Vegetationsperiode ist nur für eine Mischung von englischem Ray-Gras-*Lolium perenne* - oder italienischem Ray-Gras-*Lolium multiflorum* - mit einer Hülsenfrucht zugelassen.

**Art. 27.** § 1. In Anwendung von Artikel 53 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 sind die Stickstoff bindenden Kulturen die Folgenden:

- 1° *Lupinus* spp;
- 2° *Vicia faba*;
- 3° *Pisum* spp;
- 4° *Medicago sativa*;
- 5° *Glycine max*.

Die Vegetationsperiode beginnt spätestens am 15. Mai und endet frühestens am 15. Juli und dauert 4 Monate nach der Aussaat.

§ 2. In Anwendung von Artikel 53 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 gelten die zusätzlichen Bedingungen:

- 1° die mineralischen Düngemittel werden auf diesen Kulturen nicht verwendet;
- 2° mit Pestizid umhüllte Samen werden nicht verwendet, mit Ausnahme der mit in Belgien homologierten Fungiziden umhüllten Samen;
- 3° Herbizide werden für das Anlegen der Kultur zugelassen;
- 4° die Verwendung von zugelassenen Pestiziden in der Blütezeit darf nur nachts erfolgen;
- 5° Insektizide werden für den Anbau von Erbsen, Lupinen und Acker- und Puffbohnen gestattet, wenn zwei Maßnahmen zur Umsetzung der Grundsätze 2 und 3 des Anhangs III der Richtlinie 2009/128/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über einen Aktionsrahmen der Gemeinschaft für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden eingeleitet werden;
- 6° die in Belgien homologierten Fungizide werden für den Anbau von Erbsen, Lupinen, Acker- und Puffbohnen und Soja gestattet;
- 7° keine Pestizide werden auf Luzernekulturen verwendet und eine Fluchtzone ohne Ernte von mindestens zehn Prozent der Gesamtfläche wird auf diesen Parzellen beachtet.

#### KAPITEL V — Umverteilungsprämie

**Art. 28.** - In Anwendung von Artikel 56 § 2 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 kann die Umverteilungsprämie für mehr als dreißig Hektar von Vereinigungen natürlicher Personen und landwirtschaftlichen Gesellschaften beantragt werden.

Die durch Artikel 56 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 festgelegte Höchstanzahl von 30 Hektar findet individuell Anwendung auf die Inhaber der Vereinigungen von natürlichen Personen und auf die Verwalter der landwirtschaftlichen Gesellschaften, die:

- 1° die landwirtschaftliche Tätigkeit des Betriebs im Rahmen der Regelung der Steuer auf die natürlichen Personen erklären;
- 2° zur Verstärkung des landwirtschaftlichen Betriebs während eines gesamten Kalenderjahres beigetragen haben.

Diese Höchstanzahl von dreißig Hektar wird individuell auf die für die oben erwähnten Bedingungen zulässigen natürlichen Personen angewandt, und zwar auf den Anteil der individuellen Fläche, die nach der Verteilung der Einkünfte aus dem Betrieb für das neuste Steuerjahres, für welche der Inhaber oder Verwalter über Beweisstücke verfügt, oder nach der Verteilung der Einbringungen wie in der Gründungsurkunde der juristischen Person oder der Vereinigung angegeben, festgesetzt wird.

Die Gründungsurkunde ist eine notarielle Urkunde oder wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Namur, den 23. April 2015

## Anhang

**Kategorien von Arten im Sinne von Artikel 45 § 9 Absatz 1 der Verordnung Nr. 639/2014**

Kategorie A: Gräser, unter denen Getreide:

- 1° *Avena sativa*;
- 2° *Avena strigosa*;
- 3° *Triticum aestivum*;
- 4° *Lolium perenne*;
- 5° *Lolium multiflorum*;
- 6° *Secale cereal*;
- 7° *Triticosecale*.

Kategorie B: Hülsenfrüchte:

- 1° *Vicia faba*;
- 2° *Lathyrus sativus*;
- 3° *Pisum sativum*;
- 4° *Trifolium alexandrinum*;
- 5° *Trifolium repens*;
- 6° *Trifolium incarnatum*;
- 7° *Trifolium resupinatum*;
- 8° *Trifolium pratense*;
- 9° *Vicia sativa*.

Kategorie C: Kreuzblütler:

- 1° *Sinapis alba*;
- 2° *Raphanus sativus*.

Kategorie D: Sonstige Familien:

- 1° *Camelina sativa*;
- 2° *Linum usitatissimum*;
- 3° *Guizotia abyssinica*;
- 4° Phazelle - *Phacelia tanacetifolia*;
- 5° *Fagopyrum esculentum*.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 23. April 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte beigefügt zu werden.

Namur, den 23. April 2015

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus  
und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion  
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/202374]

**23 APRIL 2015. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers**

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 639/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot wijziging van bijlage X bij die Verordening;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.241 tot D.2143 en D.251;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, artikelen 4, § 1, eerste lid, 5, eerste lid, 38, §§ 1 en 2, 40 § 2, 42, derde lid, 44, 51, eerste lid, 52, eerste en tweede lid, 53, eerste en tweede lid, en 56, § 2;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid goedgekeurd op 22 januari 2015;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 januari 2015;

Gelet op het advies 57.223/4 van de Raad van State, gegeven op 2 april 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Gelet op het rapport van 23 april 2015, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen,

Besluit :

*HOOFDSTUK I. — Modaliteiten betreffende de mededeling van de documenten*

**Artikel 1.** Overeenkomstig artikel 4, § 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers worden de wijzigingen van de eenmalige aanvraag uitgevoerd volgens de volgende vormen en modaliteiten:

1° ofwel op een papieren informatiedrager gezonden bij aangetekend schrijven, per fax, of overhandigd tegen aflevering van een ontvangstbewijs bij de bevoegde territoriale dienst;

2° ofwel via elektronische weg via het elektronisch loket van PAC-on-Web;

3° ofwel per e-mail, elektronisch ondertekend of met de gescande ondertekening, gezonden aan de bevoegde territoriale dienst.

**Art. 2.** Overeenkomstig artikel 5, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 wordt de overmaking van de documenten en, in voorkomend geval, van hun bewijsstukken uitgevoerd volgens de volgende modaliteiten:

1° ofwel op een papieren informatiedrager gezonden bij aangetekend schrijven, per fax, of overhandigd tegen aflevering van een ontvangstbewijs bij de bevoegde territoriale dienst;

2° ofwel via elektronische weg via het elektronisch loket van PAC-on-Web;

3° ofwel per e-mail, elektronisch ondertekend of met de gescande ondertekening, gezonden aan de bevoegde territoriale dienst.

*HOOFDSTUK II. — Aanvraag om herziening van de referentiegegevens en toekenning van de basisbetalingsrechten*

*Afdeling 1. — Bepalingen gemeen aan alle herzieningen van de referentiegegevens*

**Art. 3.** Overeenkomstig artikel 15, § 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 dient een landbouwer, om over te gaan tot een herziening van zijn referentiegegevens, een herzieningsaanvraag aan de hand van het door het betaalorgaan ter beschikking gestelde formulier in.

De aanvraag wordt gegrond op minstens één van de elementen bedoeld in artikel 15, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015.

**Art. 4.** De herzieningsaanvraag wordt gegrond op elementen die tussen 31 maart 2012 tot en met 31 maart 2015 zijn voorgevallen.

**Art. 5.** Indien een landbouwer eenzelfde oppervlakte ongeacht de gebruikte methode(n) twee keer heeft overgedragen, oordeelt het betaalorgaan dat de oppervlakte overgedragen is aan de landbouwer in hoofde van wie de overdracht is verricht volgens de gegevens vermeld in de eenmalige aanvraag.

**Art. 6.** De kwalificatie die door de aanvrager wordt gegeven, bindt het betaalorgaan niet; bedoeld betaalorgaan kan de aanvraag herkwalficeren om ze te doen overeenstemmen met de reële toestand.

Het betaalorgaan kan bijkomende informatie vragen indien dit nuttig geacht wordt om de aanvraag te herkwalficeren.

*Afdeling 2. — Overdracht van het recht op betalingsrechten*

**Art. 7.** Overeenkomstig artikel 24, § 8, van verordening nr. 1307/2013 vermeldt de overnemer in het in artikel 3, eerste lid, bedoelde formulier dat een overdracht van het recht op betalingsrechten in zijn voordeel is verricht.

Bij zijn aanvraag voegt de aanvrager het door het betaalorgaan ter beschikking gestelde formulier met als opschrift "privaatrechtelijke contractuele clausule in geval van overdracht van het recht op betalingsrechten" dat door de partijen ingevuld en ondertekend wordt.

*Afdeling 3. — Door een fout gerechtvaardigde herziening*

**Art. 8.** Wanneer de herzieningsaanvraag gegrond wordt op een fout in de vaststelling van de rechten, vermeldt de aanvrager de fout in het in artikel 3, eerste lid, bedoelde formulier.

Voor het jaar 2015 dient de in artikel 15, § 1, van het besluit van 12 februari 2015 bedoelde landbouwer naast de eenmalige aanvraag bedoeld in artikel 2, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 een herzieningsaanvraag in aan de hand van het formulier bedoeld in artikel 1, eerste lid, samen met de bewijsstukken.

*Afdeling 4. — Herziening gerechtvaardigd door een geval van overmacht of buitengewone omstandigheden*

**Art. 9.** § 1. Voor de gevallen van overmacht of buitengewone omstandigheden betreffende een overlijden, wordt enkel het overlijden van de landbouwer als natuurlijke persoon, van een lid van de betrokken groepering van natuurlijke personen of, in het geval van een rechtspersoon, het overlijden van zijn enige beheerder in aanmerking genomen.

In afwijking van het eerste lid en op voorwaarde dat de aanvrager de herziening als natuurlijke persoon heeft aangevraagd of indien de aanvrager en de overledene krachtens titel 4, hoofdstuk 1, van het Waalse Landbouwwetboek erkend zijn als de twee enige leden van dezelfde groepering van natuurlijke personen, kan het overlijden van de meewerkend echtgenoot in aanmerking worden genomen indien hij bij het overlijden ofwel:

1° meewerkend echtgenoot is;

2° geacht wordt meewerkend te zijn overeenkomstig artikel 7bis van het koninklijk besluit van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.

§ 2. De herzieningsaanvraag op grond van een overlijden wordt alleen ingediend door één van de volgende landbouwers:

1° de landbouwer die het bedrijf heeft overgenomen en geërfd;

2° één van de andere natuurlijke personen die lid was van de groepering waarvan de overleden deel uitmaakte;

3° één van de beheerders of de nieuwe beheerder van de rechtspersoon waarvan de overledene het beheer waarnam.

§ 3. De aanvrager vermeldt in het in artikel 3, eerste lid, bedoelde formulier de identiteit van de overledene en voegt er een bewijs van overlijden bij.

In het geval van het overlijden van de meewerkende echtgenoot voegt de aanvrager ook een door de verzekeringskas afgeleverd attest waarbij wordt bewezen dat de echtgenoot of echtgenote meewerkend was.

De herzieningsaanvraag stemt overeen met een wijziging van de identificatie van de betrokken landbouwers in het Geïntegreerd beheers- en controlesysteem ("GBCS").

**Art. 10. § 1.** In geval van arbeidsongeschiktheid van de landbouwer wordt enkel de ongeschiktheid van de betrokken landbouwer, van een lid van de betrokken groepering van natuurlijke personen of van de beheerder van de betrokken rechtspersoon, in aanmerking genomen met uitzondering van elke andere persoon.

De aanvraag om herziening van de referentiegegevens op grond van de vermelde ongeschiktheid mag alleen worden ingediend:

- 1° door de landbouwer die arbeidsongeschikt is geweest als hij handelt als alleenstaande natuurlijke persoon;
- 2° een lid van de groepering van natuurlijke personen die arbeidsongeschikt is geweest;
- 3° een beheerder van de rechtspersoon waarvan hij deel uitmaakt, die arbeidsongeschikt is geweest.

§ 2. De aanvrager vermeldt in het in artikel 3, eerste lid, bedoelde formulier, zijn arbeidsongeschiktheid en voegt er de volgende stukken bij:

- 1° een afschrift van het door een ziekenfonds erkende attest van arbeidsongeschiktheid;
- 2° een attest van een geneesheer-specialist;
- 3° de hospitalisatiefacturen.

Het attest van een geneesheer-specialist of elk ander document dan die bedoeld in het eerste lid worden niet in aanmerking genomen om over de arbeidsongeschiktheid te oordelen.

**Art. 11.** In geval van natuurramp vermeldt de aanvrager in het in artikel 3, eerste lid, bedoelde formulier de natuurramp die zijn bedrijf heeft getroffen, en voegt er een attest van de schade aan teelten of, bij gebreke daarvan, elk ander bewijsstuk bij.

Een landbouwramp die het voorwerp heeft uitgemaakt van een besluit en die plaats heeft gevonden in de geografische uitgestrektheid waarin het bedrijf van de aanvrager gelegen is, is een natuurramp.

*Afdeling 5. — Herziening gerechtvaardigd door een vererving,  
een verandering van rechtsstatuut of benaming, fusie en splitsing*

**Art. 12.** De gehele of gedeeltelijke bedrijfsovernamen worden beschouwd als een vererving of een verwachte vererving in de zin van artikel 34 van Verordening nr. 1307/2013.

Onder gehele bedrijfsovername verstaat men de gevallen waar alle productie-eenheden van de landbouwer-overdrager worden overgenomen door één enkele landbouwer op een gegeven datum.

**Art. 13.** In het in artikel 3, eerste lid, bedoelde formulier vermeldt de aanvrager dat hij bij een overnamegeval betrokken is, de identificatie van de andere partijen betrokken bij de overname en voegt er de volgende documenten bij:

- 1° in geval van overname tussen 1 april 2013 en 31 maart 2014, tussen bloed- of aanverwanten in de eerste, tweede of derde graad of tussen echtgenoten, een bewijs van bloed- of aanverwantschap;
- 2° in geval van overname tussen 1 april 2014 en 31 maart 2015, tussen bloed- of aanverwanten in de eerste, tweede of derde graad of tussen echtgenoten, een bewijs van bloed- of aanverwantschap en het formulier "overeenkomst van gehele of gedeeltelijke overname", behoorlijk ingevuld en ondertekend door beide partijen;
- 3° in de andere gevallen, een attest waarbij de overname wordt bewezen.

Wat betreft het eerste lid, 1°, heeft de aanvrager een aanvraag van overdracht van toeslagrechten tussen 1 januari 2014 en 31 december 2014 tegen gevolg van de bedrijfsovername ingediend.

Wat betreft het eerste lid, 1° en 2°, worden de rechtspersonen of de groeperingen van natuurlijke personen beschouwd als bloed- of aanverwanten in de eerste, tweede of derde graad indien één van de leden van de groepering of indien één van de beheerders die voorwaarde van bloed- of aanverwantschap vervult.

Het formulier "overeenkomst van gehele of gedeeltelijke overname" wordt door het betaalorgaan ter beschikking gesteld.

**Art. 14.** In geval van herzieningsaanvraag wegens wijziging van rechtsstatuut of benaming moeten de volgende voorwaarden worden vervuld:

- 1° de aanvrager vermeldt in het in artikel 3, eerste lid, bedoelde formulier de wijziging van rechtsstatuut dat plaatsgevonden heeft, de identificatie van de landbouwer die toezicht hield op het oorspronkelijke bedrijf en de identificatie van de landbouwer die het beheer van het nieuwe bedrijf waarneemt;
- 2° de wijziging stemt overeen met een wijziging van de identificatie van de aanvrager in het "GBCS";
- 3° in het geval van een rechtspersoon maakt de aanvrager op gewoon verzoek van het betaalorgaan een afschrift van de statuten van de rechtspersoon of van elke andere nodige informatie over.

**Art. 15.** In geval van herzieningsaanvraag wegens fusie van bedrijven moeten de volgende voorwaarden worden vervuld:

- 1° de landbouwer die het bedrijf beheert, vermeldt in het in artikel 3, eerste lid, bedoelde formulier dat een fusie heeft plaatsgevonden;
- 2° de wijziging stemt overeen met een wijziging van de identificatie van de landbouwer in het "GBCS";
- 3° als de fusie tussen 1 april 2013 tot en met 31 maart 2014 heeft plaatsgevonden, hebben de overnemers een aanvraag van overdracht van toeslagrechten tussen 1 januari 2014 en 31 december 2014 ten gevolge van de fusie ingediend;
- 4° als de fusie tussen 1 april 2014 tot en met 31 maart 2015 heeft plaatsgevonden, wordt het formulier "overeenkomst in geval van fusie met overname" door de partijen ingevuld en ondertekend;
- 5° de landbouwer maakt op gewoon verzoek van het betaalorgaan een afschrift van de statuten van de rechtspersoon of van elke andere nodige informatie over;
- 6° de bij de fusie betrokken oppervlakten maakten minstens tijdens de campagne vóór de fusie het voorwerp uit van de eenmalige aanvragen van de oorspronkelijke landbouwers.

Het in punt 4° bedoelde formulier "overeenkomst in geval van fusie met overname" wordt door het betaalorgaan ter beschikking gesteld.

**Art. 16.** De landbouwer die het oorspronkelijke bedrijf of een nieuw bedrijf voortvloeiend uit de splitsing beheert, vermeldt in het in artikel 3, eerste lid, bedoelde formulier dat een splitsing plaatsgevonden heeft.

In geval van herzieningsaanvraag wegens splitsing van bedrijven moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

1° de wijziging stemt overeen met een wijziging van de identificatie van de landbouwer in het "GBCS";

2° als de splitsing tussen 1 april 2013 tot en met 31 maart 2014 plaatsgevonden heeft, hebben de nieuwe landbouwers, die ten gevolge van de splitsing in het "GBCS" worden geïdentificeerd, bevestigd dat een aanvraag van overdracht van toeslagrechten tussen 1 januari 2014 en 31 december 2014 is ingediend;

3° als de splitsing tussen 1 april 2014 tot en met 31 maart 2015 heeft plaatsgevonden, wordt de overeenkomst in geval van splitsing door de partijen ingevuld en ondertekend en vermeldt bedoelde overeenkomst de verdeling van de referentieoppervlakten ten gevolge van de splitsing.

4° de eenmalige aanvragen die vóór en na de splitsing door de landbouwers worden ingediend, stemmen overeen met wat in de overeenkomst in geval van splitsing is overeengekomen;

5° de bij de splitsing betrokken oppervlakten werden tijdens het jaar vóór het splitsingsjaar door de oorspronkelijke landbouwer aangegeven in de eenmalige aanvraag.

Het formulier "overeenkomst in geval van splitsing" wordt door het betaalorgaan ter beschikking gesteld.

*Afdeling 6. — Herziening gerechtvaardigd door een privaatrechtelijke contractuele clausule*

**Art. 17. § 1.** De landbouwer-overnemer vermeldt in het in artikel 3, eerste lid, bedoelde formulier de grondoverdracht en vraagt dat het voor de overgedragen oppervlakte berekende referentiebedrag in aanmerking wordt genomen om de waarde van het geheel van zijn rechten te bepalen.

De landbouwer voegt de volgende documenten bij zijn aanvraag :

1° het door de partijen ingevulde en ondertekende formulier "privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht";

2° de lijst van de overgedragen percelen en de overeenstemmende orthofotoplannen met de precieze plaatsbepaling van de betrokken percelen.

Het formulier "privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht" wordt door het betaalorgaan ter beschikking gesteld.

§ 2. In geval van herzieningsaanvraag wegens privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

1° de bij de privaatrechtelijke contractuele clausule betrokken oppervlakten werden tijdens één van de twee jaar vóór het overdrachtjaar door de landbouwer-overdrager aangegeven in de eenmalige aanvraag;

2° bij aanvragen om overdracht van referentiegegevens door middel van het formulier "privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht" heeft de landbouwer-overdrager een aanvraag om deelname aan de bedrijfstoelageregeling, vergezeld van een afschrift van voornoemd formulier "privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht", behoorlijk ingevuld en ondertekend, ingediend.

**Art. 18.** Overeenkomstig artikel 21 van Verordening 639/2014 en bij een herzieningsaanvraag wegens een privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht wegens het in huur nemen, afstand van de huurovereenkomst of soortgelijke overeenkomst worden de ten gevolge van die aanvragen vast te stellen betalingsrechten tijdelijk aan de overnemer van de gronden overgedragen en worden opnieuw aan de overdrager toegewezen wanneer het ingeroepen motief eindigt.

HOOFDSTUK III. — *Hectaren die in aanmerking komen voor de basisbetalingsregeling en oppervlaktes die er al dan niet voor in aanmerking komen binnen die hectaren*

*Afdeling 1. — Hectaren die in aanmerking komen voor de basisbetalingsregeling*

**Art. 19. § 1.** Overeenkomstig artikel 38, § 1, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 worden de gymkhana-, mountainbike-, crossfiets-, karting-, motocross-, quadcross-, autocross- of stockcar-activiteiten, concentraties van landbouwtractors, buiten het kader van een tractorpulling, en van ander landbouwmateriaal toegelaten onder de volgende voorwaarden :

1° de activiteiten vinden slechts één keer per jaar plaats;

2° de activiteiten worden beperkt tot hoogstens vier dagen per jaar;

3° de activiteiten veroorzaken geen definitieve wijziging van het bodemreliëf, tenzij vooraf een stedenbouwkundige vergunning voor die activiteiten werd afgeleverd;

4° elke mobiele installatie betreffende de gebeurtenis wordt door de verantwoordelijke of de aanvrager weggevoerd en alle afval verwijderd binnen een termijn van acht dagen na de activiteit;

5° de organisator beschikt over een geschikte anti-vervuilingsuitrusting waarmee hij de toevalligerwijze verspreide koolwaterstoffen kan recupereren. De organisator treft de nodige maatregelen om elke verontreiniging van de grondwaterspiegel te voorkomen.

Als het landbouwperceel dat het voorwerp van de vergunning is gelegen is in een dichtbijgelegen of verwijderd preventiegebied bedoeld in artikel R.156 van het reglementair Waterwetboek, moet de brandstof- en oliebevoorrading van de motorvoertuigen, alsook het bijstellen en onderhoud ervan plaatsvinden in een daartoe ingerichte dichte ruimte.

§ 2. Overeenkomstig artikel 38, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 moeten de vergunningsaanvragen betreffende de in paragraaf 1 bedoelde activiteiten gericht worden aan de territoriale dienst die bevoegd is om de aanvraag van de aanvrager te behandelen. Ze worden uiterlijk dertig werkdagen voor de datum voorzien voor de niet landbouwkundige activiteit gericht aan de hand van het formulier dat door genoemd Departement bepaald wordt. De bevoegde territoriale dienst spreekt zich uit over de aanvraag tot machtiging om de niet landbouwkundige activiteit uit te oefenen op de betrokken landbouwoppervlaktes op grond van de criteria vermeld in paragraaf 1.

**Art. 20.** Overeenkomstig artikel 38, § 4, van hetzelfde besluit zijn de activiteiten met een kleine impact op de landbouwkundige activiteit die het voorwerp zijn van een voorafgaande kennisgeving aan de bevoegde territoriale dienst de volgende :

1° georganiseerde wandelingen alsook de doorgang van paardrijders of fietsers, agrogolf of een soortgelijke activiteit;

2° de organisatie gedurende hoogstens een week van :

a. fancy-fairs, rommelmarkten, familiefeesten of feesten op de hoeve;

b. landbouwbeurzen, landbouwevenementen;

- c. culturele, artistieke, folkloristische of muzikale evenementen;
- d. sporttornooien, jogging- en hardlooppwedstrijden, hindernislopen, hondenrennen;
- e. animaties en wandelshows;
- f. historische herdenkingen of reconstituties;
- g. socioculturele bijeenkomsten;
- 3° hoogstens een weekend per maand de volgende activiteiten :
  - a. schietactiviteiten;
  - b. vliegtuigmodelbouw;
  - c. vliegen met ultralichte vliegtuigen, zeilschermen en paramotoren;
  - d. golf;
  - e. paardrennen, het besturen van een span, springconcoursen;
- 4° de installatie, gedurende hoogstens vijftien dagen, van een circustent of een parkeerzone, een circus, stands en kiosken;
- 5° de installatie van kampen van jeugdbewegingen of soortgelijke bewegingen gedurende hoogstens anderhalve maand.

*Afdeling 2.* — Bepaling van de oppervlaktes die al dan niet in aanmerking komen binnen de subsidiabele hectaren

**Art. 21.** § 1. Overeenkomstig artikel 40, § 2, leden 1, 2°, en 2 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, worden de oppervlaktes die binnen het landbouwperceel door de volgende elementen ingenomen worden als niet-subsidiabele oppervlaktes beschouwd :

- 1° de landbouwgebouwen en -infrastructuren met meer dan 100 m<sup>2</sup> oppervlakte;
- 2° de wegen in de zin van artikel 34 van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw;
- 3° de puinhellingen met meer dan 100 m<sup>2</sup> oppervlakte;
- 4° de opslagplaatsen voor landbouwproducten met meer dan 100 m<sup>2</sup> oppervlakte op harde dekkingen;
- 5° de opslagplaatsen voor allerlei producten met meer dan 100 m<sup>2</sup> oppervlakte voor zover ze een impact hebben op de landbouwactiviteit.

§ 2. Overeenkomstig artikel 40, § 2, lid 3, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 betreffen de opslagplaatsen bedoeld in artikel 40, § 2, lid 1, 5°, van hetzelfde besluit de opslag, gedurende een periode van hoogstens één jaar, van niet-landbouwproducten, meer bepaald de opslag van landbouwmaterieel, hout, bouw- en grondwerfafval, allerlei afval, banden, dekzeilen, die de landbouwexploitatie van bedoelde oppervlakte niet toelaten.

**Art. 22.** Overeenkomstig artikel 42, lid 3, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, worden de verlagingscoëfficiënten vastgelegd als volgt :

- 1° tien percent niet-subsidiabele dekking : honderd percent van de in aanmerking komende oppervlakte;
- 2° tien tot vijftig percent niet-subsidiabele dekking : zeventig percent van de in aanmerking komende oppervlakte;
- 3° meer dan vijftig percent niet-subsidiabele dekking : niet in aanmerking komende oppervlakte.

#### HOOFDSTUK IV. — *Groene betaling*

##### *Afdeling 1.* — Gewasdiversificatie

**Art. 23.** Overeenkomstig artikel 44 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, bepaalt het op de officiële rassenlijsten opgenomen soort of het om een winter- of lentegewas gaat.

De officiële rassenlijsten zijn :

- 1° de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen vastgesteld krachtens artikel 1, § 2, van Richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen;
- 2° de gemeenschappelijke rassenlijst van de groentensoorten vastgesteld krachtens de artikelen 3, § 3, van Richtlijn 2002/55/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van groentezaad.

##### *Afdeling 2.* — Ecologisch waardevolle oppervlaktes

**Art. 24.** Overeenkomstig artikel 51, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, zijn de soorten die gebruikt kunnen worden voor arealen met hakhout met korte omlooptijd bedoeld in artikel 45, § 8, van Verordening nr. 639/2014 de volgende :

- 1° *Alnus glutinosa*;
- 2° *Betula pendula*;
- 3° *Carpinus betulus*;
- 4° *Acer campestre*;
- 5° *Acer platanoïdes*;
- 6° *Acer pseudoplatanus*;
- 7° *Prunus avium*;
- 8° *Corylus avellana*;
- 9° *Populus* sp.;
- 10° *Quercus rubra*;
- 11° *Salix* sp.;
- 12° *Sorbus* sp.;
- 13° *Tilia platyphyllos*;
- 14° *Tilia cordata*.

**Art. 25.** § 1. Overeenkomstig artikel 52, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, zijn de mengsels van gewassoorten voor de arealen met vanggewassen bedoeld in artikel 45, § 9, lid 1, van Verordening nr. 639/2014 in bijlage opgenomen.

De bedekking van het vanggewas is samengesteld uit een mengsel van minstens twee gewassoorten die ingedeeld zijn in twee verschillende categorieën van deze lijst.



Het vanggewas bedoeld in artikel 45, § 9, lid 1, van Verordening nr. 639/2014 wordt ingezaaid tussen 1 juli en 1 oktober.

Het zaaien van gras onder het hoofdgewas is mogelijk vanaf 1 juni.

§ 2. Overeenkomstig artikel 52, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, zijn de bijkomende voorwaarden de volgende :

- 1° het vanggewas mag enkel op mechanische wijze of door vorst vernietigd worden;
- 2° het vanggewas wordt minstens drie maanden na de installatie ervan behouden;
- 3° het gebruik van minerale meststoffen en gewasbestrijdingsmiddelen is verboden tussen de datum van inzaaiing en de datum van vernietiging van het vanggewas;
- 4° omhuld en met fytosanitaire producten behandeld zaad is verboden;
- 5° tijdens de palntengroei wordt het maaien slechts toegelaten voor een mengsel tussen Engels raai grass - *Lolium perenne* - of Italiaans raaigrass - *Lolium multiflorum* - en een peulgewas.

**Art. 27.** § 1. Overeenkomstig artikel 53, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, zijn de stikstofbindende gewassen de volgende :

- 1° *Lupinus* spp;
- 2° *Vicia faba*;
- 3° *Pisum* spp;
- 4° *Medicago sativa*;
- 5° *Glycine max.*

Het groeiseizoen begint uiterlijk 15 mei, eindigt op zijn vroegst 15 juli en duurt vier maanden na het inzaaien.

§ 2. Overeenkomstig artikel 53, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, zijn de bijkomende voorwaarden de volgende :

- 1° er worden geen minerale meststoffen op die teelten toegepast;
- 2° met elk gewasbestrijdingsmiddel omhuld zaad wordt niet gebruikt, met uitzondering van zaad omhuld met in België gehomologeerde schimmelwerende middelen;
- 3° herbiciden worden toegelaten voor het inzaaien van de teelt;
- 4° de toepassing van toegelaten gewasbestrijdingsmiddelen tijdens de bloeiperiode mag slechts overnacht plaatsvinden;
- 5° insecticides worden toegelaten voor de teelt van erwten, lupinen en paardenbonen als twee maaregelen tot omzetting van de beginselen 2 en 3 van bijlage III van Richtlijn 2009/128/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van een kader voor communautaire actie ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden, tot stand gebracht worden;
- 6° in België gehomologeerde fungiciden worden toegelaten voor de teelt van erwten, lupinen, paardenbonen en soja;
- 7° er wordt geen pesticide toegepast bij de teelt van blauwe klaver en er wordt voorzien in een niet geoogst schuilgebied met minstens tien percent totaaloppervlakte op die percelen.

#### HOOFDSTUK V. — *Herverdelingsbetaling*

**Art. 28.** Overeenkomstig artikel 56, § 2, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, kan de herverdelingsbetaling door groepen van natuurlijke personen en landbouwverenigingen gevraagd worden voor meer dan dertig hectaren.

Het maximum van dertig hectaren bedoeld in artikel 56, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 wordt individueel toegepast op de titularissen van de groepen van natuurlijke personen en de beheerders van de landbouwverenigingen die :

- 1° de landbouwactiviteit van het bedrijf aangeven volgens het stelsel van de persoonsbelasting;
- 2° gedurende een volledig burgerlijk jaar tot de versterking van de landbouwstructuren hebben bijgedragen.

Dat maximum van dertig hectaren wordt, wat betreft de natuurlijke personen die in aanmerking komen voor bovenbedoelde voorwaarden, individueel toegepast op het individuele oppervlaktegedeelte vastgelegd volgens de verdeling van de inkomens van het bedrijf voor het meest recente belastingsjaar waarvoor de titularis of de beheerder over bewijselementen beschikt of volgens de verdeling van de inbrengen zoals vermeld in de akte tot oprichting van de rechtspersoon of de groep.

De oprichtingsakte is een notariële of een in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte akte.

Namen, 23 april 2015.

R. COLLIN

#### Bijlage

##### **Categorieën van soorten bedoeld in artikel 45, § 9, lid 1, van Verordening nr. 639/2014**

Categorie A : Graminea, waaronder graangewassen :

- 1° *Avena sativa*;
- 2° *Avena strigosa*;
- 3° *Triticum aestivum*;
- 4° *Lolium perenne*;
- 5° *Lolium multiflorum*;
- 6° *Secale cereal*;
- 7° *Triticosecale*.

Categorie B : Peulgewassen :

- 1° *Vicia faba*;
- 2° *Lathyrus sativus*;

- 3° *Pisum sativum*;  
 4° *Trifolium alexandrinum*;  
 5° *Trifolium repens*;  
 6° *Trifolium incarnatum*;  
 7° *Trifolium resupinatum*;  
 8° *Trifolium pratense*;  
 9° *Vicia sativa*.

Categorie C : Kruisbloemigen :

- 1° *Sinapis alba*;  
 2° *Raphanus sativus*.

Categorie D : Andere families:

- 1° *Camelina sativa*;  
 2° *Linum usitatissimum*;  
 3° *Guizotia abyssinica*;  
 4° *Phacélie* - *Phacelia tanacetifolia*;  
 5° *Fagopyrum esculentum*.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 april 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers.

Namen, 23 april 2015.

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,  
 afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
 R. COLLIN

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31266]

**27 MARS 2015. — Arrêté ministériel portant sur la méthodologie pour la réalisation de l'analyse coûts-avantages dans le cadre de l'octroi de permis d'environnement**

Le Ministre en charge de l'Environnement et de l'Energie,

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement en Région de Bruxelles-Capitale, l'article 10, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2013 relatif à la prévention et la réduction intégrées de la pollution due aux émissions industrielles, article 3, § 2, alinéa 4;

Vu l'avis 56.365/1 du Conseil d'Etat, donné le 6 juin 2014, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'analyse coûts-avantages visée à l'article 3, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2013 relatif à la prévention et la réduction intégrées de la pollution due aux émissions industrielles est établie conformément à la méthodologie décrite à l'annexe du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mars 2015.

Le Ministre de l'Environnement et de l'Energie,  
 Mme C. FREMAULT

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31266]

**27 MAART 2015. — Ministerieel besluit betreffende de methodologie voor de uitvoering van de kosten-batenanalyse in het kader van de toekenning van de milieuvergunning**

De minister belast met Leefmilieu en Energie,

Gelet op de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, artikel 10, 2e lid;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 november 2013 inzake geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging door industriële emissies, artikel 3, § 2, vierde lid;

Gelet op het advies 56.365/1 van de Raad van State, gegeven op 6 juni 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

**Artikel 1.** De kosten-batenanalyse die wordt bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 november 2013 inzake geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging door industriële emissies wordt opgesteld overeenkomstig de methodologie die in de bijlage bij dit besluit wordt beschreven.

Brussel, 27 maart 2015.

De Minister van Leefmilieu en Energie,  
 Mevr. C. FREMAULT

### Annexe

1. L'analyse coûts-avantages prévue par l'article 3 § 2 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2013 relatif à la prévention et la réduction intégrées de la pollution due aux émissions industrielles consiste en une analyse financière de cash-flows (flux de trésorerie).
2. Les indicateurs financiers à présenter pour le projet initial tout comme pour la ou les alternatives sont :
  - La valeur actuelle nette (VAN)
  - Le taux de rentabilité interne (TRI)
  - Le délai de récupération actualisé: c'est le temps nécessaire pour que les flux de trésorerie prévus actualisés rentabilisent l'investissement initial.
3. Compte tenu des subsides disponibles, ces indicateurs financiers sont calculés sur base des postes suivants présentés année par année sur une période de 30 ans :
  - Les CAPEX, c'est-à-dire les flux de trésorerie liés aux dépenses d'investissement qui tiennent compte notamment du coût du génie civil et des infrastructures, des systèmes, des unités de stockage, des remises